
Comité antifasciste de l'Ecole normale

Numéro d'inventaire : 2018.21.5

Auteur(s) : Comité antifasciste de l'Ecole normale de Rouen

Type de document : imprimé divers

Période de création : 3e quart 20e siècle

Date de création : 1962

Matériau(x) et technique(s) : papier

Description : Tract politique dactylographié.

Mesures : hauteur : 27 cm ; largeur : 21 cm

Mots-clés : Activités sociales, syndicales, politiques des élèves, étudiants, enseignants

Lieu(x) de création : Rouen

Utilisation / destination : propagande (Tract politique (dactylographié) du Comité antifasciste de l'Ecole normale de Rouen dénonçant les "crimes" de l'O.A.S, en particulier celui commis le 17 mars 1962 à El-Biar (Algérie) contre les inspecteurs des centres sociaux-éducatifs. Le laxisme de l'Etat français et de sa police est dénoncé. La fin de la guerre en Algérie et l'indépendance de ce pays sont exigées.)

Historique : Tract distribué dans le cadre de l'Ecole normale d'Instituteurs de Rouen, émanant du parti communiste (bien que le Mouvement de la Paix s'affiche apolitique). Contexte très politisé et tendu. Pas ou peu d'affrontement physique, l'OAS étant notamment peu active à Rouen.

COMITE ANTIFASCISTE DE
L'ECOLE NORMALE -

Le nouveau et atroce crime de l'O.A.S. endeuille les deux peuples français et algérien.

Au moment où les chances de paix grandissent, les ultras de "l'Algérie française" assassinent en pleine rue. Devant les représentants de la Culture, du Progrès et les nouveaux rapports d'amitié entre les deux peuples, l'O.A.S. est sans pitié. La tuerie d'El Biar a été un supplice, une centaine de balles ont été tirées.

Le Comité Antifasciste de l'Ecole Normale dénonce la complicité du gouvernement gaulliste envers les crimes de l'O.A.S.. Ceux-ci font la loi en Algérie tout à leur aise. Les derniers événements en font foi : le bombardement O.A.S. d'Oujda, les menaces et l'expulsion, par les assassins de l'O.A.S., des 7 journalistes Italiens.

L'O.A.S. contrôle la circulation, effectue ses émissions pirates à heure fixe, multiplie les hold-up, les vols d'armes et les assassinats sans être inquiétée.

Mais, que les Algériens crient "Algérie Algérienne", alors la police française retrouve toute sa vigilance, toute son efficacité et cela à quelques jours de la proclamation de l'indépendance de l'Algérie à Evian.

Le Comité Antifasciste de l'Ecole Normale demande le châtiement des chefs O.A.S. et de leurs complices, aussi haut qu'ils se trouvent, comme celui des tueurs fascistes. Il dénonce la liberté dont jouit la presse O.A.S. de l'AURORE, du PARISIEN-LIBERE, de CARREFOUR. Le Comité Antifasciste n'est déjà prononcé et réclame à nouveau la démission de FREY et de PAPON.

Le peuple français ne doit compter que sur lui-même pour imposer l'application loyale du cessez-le-feu que le Gouvernement français, après 7 ans de guerre, a été contraint de négocier. Il doit imposer des relations nouvelles d'amitié qui correspondent au véritable intérêt de nos deux peuples.

La guerre d'Algérie a coûté 1 million de morts à la population algérienne, 17 000 jeunes appelés français et 200 000 blessés et malades. L'affreuse guerre coloniale a porté un lourd préjudice moral à la jeunesse des deux pays, et une dangereuse atteinte à la démocratie française.

La paix en Algérie aurait pu être conclue dès le premier jour de la guerre.

le 17 Mars 1962.